



La crise actuelle et ses effets sur les finances locales (exercices 2008 à 2010)

mise à jour juillet 2009

Principes

Les projections financières reposent sur différentes méthodes exposées dans le rapport détaillé sur les effets de la crise sur les finances locales (voir actualité du 23 octobre 2008).

Nous avons déjà eu l'occasion de proposer une mise à jour de ces effets en fonction de l'évolution (à la baisse !) des projections pour 2009. Dans la foulée de nouvelles projections publiées début juillet par l'IRES, une nouvelle mise à jour est proposée ci-dessous.

Cette mise à jour s'accompagne ensuite d'un bilan de l'ensemble des dossiers à portée financière qui font actuellement l'actualité au sein des communes. Ce bilan global est intégré au solde qui était prévu juste après la réforme du Fonds des communes, ceci nous permettant de proposer une estimation de l'équilibre à l'exercice propre à politique constante.

Crise de l'économie réelle sur les finances locales : variables retenues

Le principe de base est une comparaison des projections de l'IRES pour 2008, prolongée pour 2009 et 2010, lors de la publication de juillet 2007 (Sans crise) et celles publiées, pour 2008, 2009 et 2010, en juillet 2009 (Avec la crise).

Lorsque la projection publiée en juillet 2007 s'avère plus pessimiste que celle publiée en janvier 2009 (cas pour l'année 2008 en ce qui concerne l'évolution de l'emploi intérieur et les demandeurs d'emploi), il a été tenu compte de la variable la plus optimiste (**).

Variable du modèle	Variable IRES retenue		Sans crise	Avec Crise
PIB	PIB National	2008	+ 2,5 %	+ 1,4 %
		2009	+ 2,5 %	- 4,0%
		2010	+ 2,5 %	- 0,2%
Revenu des ménages	PIB des ménages	2008	+ 2,0 %	+ 0,1 %
		2009	+ 2,0 %	+ 0,8 %
		2010	+ 2,0 %	+ 0,2 %
Emploi	Emploi intérieur	2008	+ 1,6 % (**)	+ 1,6 %
		2009	+ 1,3 %	- 0,7 %
		2010	+ 1,3 %	- 1,7 %
Nombre d'indépendants	Emploi intérieur	2008	+ 1,6 %	+ 1,6 %
		2009	+ 1,3 %	- 0,7 %
		2010	+ 1,3 %	- 1,7 %
Demandeurs d'emploi	Demandeurs d'emploi inoccupés	2008	- 5,3 % (**)	- 5,3 %
		2009	- 3,0 %	+ 12,2 %
		2010	- 3,0 %	+ 17,8 %

La crise bancaire

En 2009, il n'a plus été tenu compte d'effets de la crise bancaire sur le cout du crédit et le rendement des placements, l'abaissement des taux directeurs de la BCE ayant permis globalement de stabiliser les taux d'intérêt. Seul un surcoût de 1%, matérialisant la surchauffe passagère de l'automne 2008, est désormais retenu.

La perte de dividendes DEXIA est intégrée pour 2009, ainsi que pour 2010. Le Holding Communal a en effet indiqué que le versement d'un petit dividende en 2010 était envisageable, sans certitudes toutefois. La charge pour 2009 a été diminuée de l'enveloppe de 20 millions d'euros prévue par le Gouvernement wallon en décembre 2008 pour compenser partiellement cette perte de recettes.

Nous avons également intégré dans ce tableau le surcoût, pour les CPAS, de la politique d'exclusion des chômeurs.

Estimations mises à jour (juillet 2009)

Millions d'euros	2008	2009	2010
1. CRISE DU SECTEUR BANCAIRE			
Perte de valeur de patrimoine (pertes virtuelles basées sur le cours des actions)	Pour rappel en fonction de l'évolution des cours de bourse		
Dépenses			
Charge de la dette (augmentation des taux d'1 % en 2008 et 0% en 2009, emprunts d'une durée de 15 ans, révision quinquennale)	10	0	0
Recettes			
Dividendes du Holding communal	0	20	40
Autres revenus de placements (rendements passe de 3 % à 4 % en 2008 et à 5 % en 2009)	0	0	0
Coût de la crise du secteur bancaire (sans dividendes NRJ)	- 10,0	- 20,0	-40,0
2. INFLATION (inflation constatée jusque juin 2008, 5 % sur base annuelle jusque décembre 2008, 2 % ensuite)			
Coût de la phase inflationniste de 2008	- 51,3	- 25,1	0,0
3. CRISE DE L'ÉCONOMIE REELLE (Calculs basés sur les dernières prévisions de l'IRES)			
Dépenses			
Dépense brute des CPAS	+ 1,7	+ 12,6	+27,8
Exclusion ONEM	+ 18,0	+ 19,5	+ 22,8
Recettes			
Additionnels à l'IPP ¹	0	0	- 2,7
Additionnels au PRI	maximum estimé: - 3,4		
Taxes communales	- 6,4	- 28,5	- 45,2
Coût de la crise de l'économie réelle (sans PRI, y compris dépenses des CPAS)	- 32,4	- 60,6	-98,5
Coût global de la crise (y compris dépenses des CPAS)	93,7	105,7	138,5
Coût global de la crise (sans les dépenses des CPAS)	74,0	73,6	87,9

¹ Le processus d'enrôlement de l'impôt reporte l'impact à partir de 2010 (résultats de la crise sur les traitements des ménages observés à partir de 2008). L'estimation conduit à l'impact suivant de la crise : perte de revenus estimés à **2,7 millions** d'euros en 2010, **31,3 millions** en 2011 et **74,7 millions** d'euros en 2012.

La facture totale des principaux dossiers à portée financière (années 2009 et 2010)

	<u>2009</u>	<u>2010</u>
Crises bancaire et financière.....	73,6	87,9
(Y compris effets de la crise sur les dépenses des CPAS)	(105,7)	(138,5)
Secteur énergie	0	41,3
Montée dans le capital des GRD et non approbation des tarifs par la CREG		
Dossier de l'indexation du Fonds des communes.....	41,2	21,2
<hr/>		
<i>Total</i>	<i>114,8</i>	<i>150,4</i>
(Y compris effets de la crise sur les dépenses des CPAS)	(146,9)	(201,0)
<hr/>		
Déficit prévu en juillet 2008.....	-32,2	-34,0
Soit juste après la mise en place du nouveau Fonds des communes et avant les différents dossiers évoqués		
Déficit prévu actuellement.....	-147,0	-184,4
Déficit à l'exercice propre des budgets initiaux à politique inchangée depuis 2006		
<hr/>		

Autres dossiers importants, connexes, non quantifiables ou incertains

Effet des exclusions ONEM sur les dépenses CPAS ²	19,5	22,8
Devenir des compensations des mesures fiscales.....	53,6	63,4
Forfaitarisation des réductions de PRI ménage et Plan Marshall		

Financement des pensions du personnel communal - ONSSAPL et second pilier
1% de cotisation ONSSAPL = +/- 7 Millions d'euros

Réforme des services de secours et financement des zones de police

² La fédération des CPAS a chiffré le coût des exclusions à 18 millions pour les CPAS avant la crise. La projection proposée ici se base sur une simple règle de trois qui s'appuie sur les prévisions de taux de chômage tel que publiés par l'IRES en juillet 2009.